

[fr](#)

[Press release](#) | 14.01.2014

Fraudes alimentaires

Le Parlement européen demande plus de garanties pour la sécurité des consommateurs européens

Les députés européens ont voté aujourd'hui en faveur d'un rapport sur la crise alimentaire, la fraude dans la chaîne alimentaire et son contrôle. Alors que les scandales alimentaires se multiplient, le Parlement européen demande une nouvelle loi européenne consacrée à la lutte contre la fraude alimentaire.

Pour **Michèle RIVASI**, Vice-Présidente du groupe des Verts/ALE, il est indispensable de revoir les règles relatives à l'étiquetage intermédiaire et aux négociants :

"Les conséquences sanitaires d'une fraude alimentaire peuvent être graves : les animaux qui ne devraient pas se retrouver dans nos assiettes et qui ont reçu des traitements médicamenteux, peuvent être dangereux à consommer. C'est pourquoi tous les maillons de la chaîne impliqués dans le cheminement du produit devraient être co-responsables, jusqu'à l'usage final de ce produit. C'est la seule façon de responsabiliser tous les maillons, du producteur de viande au transformateur en passant par le maquignon, pour éviter les fraudes.

Il faut donc aussi protéger les lanceurs d'alerte qui indiquent les cas de fraudes, car souvent les scandales sont dénoncés par courriers anonymes. D'autre part, les sanctions devraient être accrues pour arriver au moins au double des gains économiques recherchés par la fraude alimentaire, et l'agrément d'un exploitant du secteur alimentaire devrait lui être retiré en cas de récidive. Enfin, les consommateurs exigent plus de transparence et veulent savoir dans quelles conditions les animaux qu'ils consomment ont été élevés, si leur bien-être a bien été pris en compte. La Commission doit donc entendre ces préoccupations et modifier la législation européenne en conséquence".

Pour **Sandrine BELIER**, membre de la commission Environnement, Santé publique et Sécurité

alimentaire du Parlement européen:

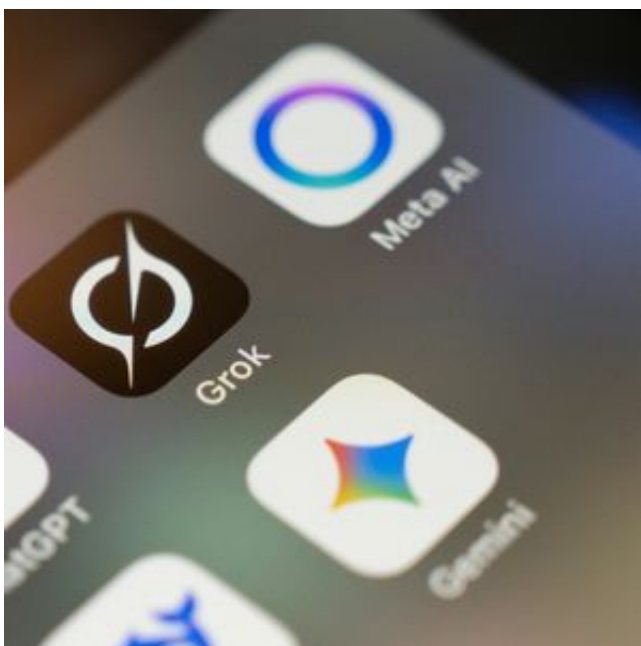
"Je me réjouis du vote de ce rapport, qui demande un étiquetage spécifique pour favoriser les circuits courts entre producteurs et consommateurs. Alors qu'un consommateur européen sur trois n'a pas confiance dans les informations mentionnées sur les étiquettes des produits, la Commission devra retenir des solutions innovantes pour rétablir la confiance des citoyen-ne-s et éviter de nouvelles fraudes.

Par ce rapport, le Parlement européen réaffirme sa volonté d'améliorer le contrôle de la filière alimentaire. Il serait donc désastreux que certaines législations de nos partenaires commerciaux s'imposent à l'Europe, à l'heure où se négocie le Pacte transatlantique. Ainsi, l'autorisation de produire de la viande à partir d'animaux clonés sans étiquetage, qui existe aux États-Unis, ne devra pas franchir nos frontières."

Recommended

Press release

salvador-rios-tkkOCi1Wgx0-unsplash



[DSA: European Commission opens investigation against G...](#)

26.01.2026

Press release

© Patrick Laverdant



[EU-Mercosur](#)

09.01.2026

News

©nobutz/pixabay



[PLENARY FLASH: Greens/EFA Priorities 15 to 18 Decembe...](#)

15.12.2025

Press release

Photo by Julian on Unsplash



[Win for consumers with new bank liability, but fight a...](#)

27.11.2025

Responsible MEPs



Michèle Rivasi

Member

Please share

•[E-Mail](#)